

Sous-commission paritaire de
l'industrie du béton (SCP 106.02)

Convention collective de travail du 25/03/2022

SYSTEME DE CREDIT-TEMPS, DE DIMINUTION DE CARRIERE ET D'EMPLOIS DE FIN DE CARRIERE (2021 – 2022)

CHAPITRE I - CHAMP D'APPLICATION

Article 1

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux ouvriers des entreprises ressortissant à la Sous-commission paritaire de l'industrie du béton (SCP 106.02).

Par "ouvriers", on entend : les ouvriers et les ouvrières.

Article 2

La présente convention collective de travail est conclue en exécution de la CCT n° 103 du 27 juin 2012, conclue par le Conseil National du Travail, instaurant un système de crédit-temps, de diminution de carrière et d'emplois de fin de carrière, modifiée par CCT n° 103 bis du 27 avril 2015, modifiée par la CCT n° 103 ter du 20 décembre 2016, modifiée par la CCT 103/4 du 29 janvier 2018 et modifiée par la CCT 103/5 du 07 octobre 2020.

La présente convention collective de travail est conclue en exécution de l'A.R. du 12 décembre 2001 pris en exécution du chapitre IV de la loi du 10 août 2001 relative à la conciliation entre l'emploi et la qualité de vie concernant le système du crédit-temps, la diminution de carrière et la réduction des prestations de travail à mi-temps.

La présente convention collective de travail est conclue en exécution de la CCT n° 156 du 15 juillet 2021, conclue par le Conseil National du Travail, fixant, pour 2021 et 2022, le cadre interprofessionnel de l'adaptation à 55 ans de la limite d'âge en ce qui concerne l'accès au droit aux allocations pour un emploi de fin de carrière, pour les travailleurs qui ont une carrière longue, qui exercent un métier lourd ou qui sont occupés dans une entreprise en difficultés ou en restructuration.

CHAPITRE II – DISPOSITIONS GENERALES

Article 3 - Exclusions

En exécution de l'article 2, § 4 de la CCT n° 103 du CNT, cette convention collective de travail laisse la possibilité d'exclure uniquement le personnel de maîtrise, sous condition de l'inclure dans une CCT d'entreprise.

Article 4 - Crédit-temps ou diminution de carrière avec motif

En exécution de l'article 4, § 4 de la CCT n° 103 du CNT, les ouvriers peuvent prendre 51 mois de crédit-temps ou de diminution de carrière avec motif pour prendre soin (article 4, § 1), à temps plein ou sous forme d'une réduction de carrière à mi-temps ou de 1/5ème.

En exécution de l'article 4, § 4 de la CCT n° 103 du CNT, les ouvriers peuvent prendre 36 mois de crédit-temps ou de diminution de carrière avec motif pour suivre une formation (article 4, § 2), à temps plein ou sous forme d'une réduction de carrière à mi-temps ou de 1/5ème.

Article 5 - Emplois de fin de carrière

§ 1 En exécution de l'article 8, § 3 de la CCT du CNT n° 103, les ouvriers visés à l'article 1 ont le droit à partir de l'âge de 50 ans, de réduire leurs prestations à temps plein à concurrence d'un jour ou 2 demi-jours par semaine s'ils satisfont à l'une des conditions suivantes :

- Antérieurement, ils ont effectué un métier lourd pendant au moins 5 ans durant les 10 années précédentes ou pendant au moins 7 ans durant les 15 années précédentes ;
- Antérieurement, ils ont effectué une carrière professionnelle d'au moins 28 ans.

Cette période doit être prise par période minimale de 6 mois.

§ 2 En exécution de l'article 3 de la CCT du CNT n° 156, la limite d'âge est portée à 55 ans pour les ouvriers qui réduisent leurs prestations de travail à mi-temps en application de l'article 8, § 1 de la CCT n°103 du CNT et qui remplissent les conditions définies à l'article 6, § 5, alinéa 1^{er}, 2° et 3° de l'A.R. du 12

décembre 2001, tel que modifié par l'article 4 de l'A.R. du 30 décembre 2014.

§ 3 En exécution de l'article 3 de la CCT du CNT n° 156, la limite d'âge est fixée à 55 ans pour les ouvriers qui réduisent leurs prestations d'un cinquième temps en application de l'article 8, § 1 de la CCT n°103 du CNT et qui remplissent les conditions définies à l'article 6, § 5, alinéa 1^{er}, 2° et 3° de l'A.R. du 12 décembre 2001, tel que modifié par l'article 4 de l'A.R. du 30 décembre 2014.

CHAPITRE III – REGLES D'ORGANISATION

Article 6

En exécution de l'article 6, § 1 et § 2 et de l'article 9, § 1 de la CCT du CNT n° 103, les ouvriers qui sont occupés habituellement à un travail par équipes ou par cycles dans un régime de travail réparti sur 5 jours ou plus, ont également droit au crédit-temps, diminution de carrière ou emplois de fin de carrière. Les interlocuteurs sociaux laissent à l'entreprise la détermination des modalités d'organisation du droit à la diminution de carrière à concurrence d'un jour par semaine ou équivalent.

Article 7

En exécution de l'article 16, § 8 de la CCT du CNT n° 103, le seuil de 5% visé à l'article 16, § 1 de la CCT du CNT n° 103 est augmenté de 4% pour les ouvriers âgés de 50 et plus qui réduisent leurs prestations de travail.

En exécution de l'article 16, § 1 de la CCT du CNT n° 103, les ouvriers âgés de 55 ans et plus qui réduisent leurs prestations de travail d'1/5ème, ne sont pas pris en compte pour le calcul du seuil.

Article 8

L'employeur consultera la délégation syndicale en cas de non remplacement d'un ouvrier qui décide de bénéficier d'un des systèmes de crédit-temps, de diminution de carrière ou d'emplois de fin de carrière.

Article 9

Les systèmes de crédit-temps, de diminution de carrière ou d'emplois de fin de carrière qui sont déjà en vigueur avant la conclusion de cette convention

collective de travail restent maintenus ainsi que les dispositions plus favorables au niveau de l'entreprise.

Article 10

Les ouvriers peuvent faire usage des primes d'encouragement octroyées par les Régions ou les Communautés, et de mesures supplémentaires éventuelles dont celles du Fonds Social de l'Industrie du Béton.

CHAPITRE IV - DUREE DE VALIDITE

Article 11

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} janvier 2021 et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2022.

Conformément à l'article 14 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, en ce qui concerne la signature de cette convention collective de travail, les signatures des personnes qui la concluent au nom des organisations de travailleurs d'une part et au nom des organisations d'employeurs d'autre part, sont remplacées par le procès-verbal de la réunion approuvé par les membres et signé par le président et le secrétaire.

Fait à Bruxelles, le 25/03/2022